



La sortie de l'Ong Un Monde Avenir fait suite à la série d'interdictions de travail de certains partis politiques, par des autorités administratives.

L'Ong invite par conséquent «le président de la République, garant du respect de la Constitution, à user de toute son autorité pour mettre fin aux dérives négationnistes de l'image de notre pays Philippe NangaL'ire de l'Ong Un Monde Avenir, 1MA, est la conséquence de nombreuses entorses au fonctionnement des quelques formations politiques. Dans son communiqué, l'Ong reprend des faits.

Exemple, l'interdiction par le sous-préfet de Douala 1er brandit au Mouvement démocratique de la conscience nationale, Modecna. Qui voulait réunir des leaders politiques pour une «mutualisation des forces pour l'élection», précise dans la note, le coordinateur de l'Ong, Philippe Nanga.

Le motif évoqué pour l'interdiction de la réunion a été «risques réels de trouble à l'ordre public du fait de la présence de certains invités qui se disputent le leadership de leur formation».

Le Chef de terre fait notamment référence au Manidem, à l'Upc et au Cameroon people's party. C'est d'ailleurs à ce Cameroon people's party, Cpp, que la même autorité administrative a interdit le 20 juillet, «la tenue d'une conférence de presse projetée pour le 20

juillet 2018 au siège du Cpp...pour défaut de déclaration de ladite conférence par les organisateurs dans les services compétents.» Un peu plus tôt dans la journée, les militants de ladite formation politique n'ont pas pu travailler.

Le siège avait été scellé, et la police veillait au grain devant le portail. Plus récent, la réunion de travail du conseil municipal de Yabassi, élargie aux chefs traditionnels prévue le 28 juillet courant, a été interdite. Avec ses partenaires, 1MA est outragée par ces «agissements anti-démocratiques et antirépublicains qui tendent impunément à devenir coutumiers.»

L'Ong invite par conséquence «le président de la République, garant du respect de la Constitution, à user de toute son autorité pour mettre fin aux dérives négationnistes de l'image de notre pays sur les questions de l'Etat de droit.»